

L'économiste panaméen Xavier Gorostiaga, qui dirige à Managua le très réputé Institut nicaraguayen d'investigation économique et sociale (INIES), estime que "les effets de l'embargo sur l'économie se feront davantage sentir au niveau des importations que des exportations."

Cette remarque est d'autant plus juste que les équipements du peu d'industries que compte le Nicaragua sont presque à 100 pour-cent de fabrication américaine. Et il s'agit parfois — comme par exemple dans l'industrie minière — d'équipements tellement archaïques que les pièces de rechange étaient pratiquement introuvables sur le marché américain avant même que ne soient imposées les sanctions économiques.

"Les exportations," explique M. Gorostiaga, "pourront facilement prendre le chemin d'autres pays," comme c'est le cas pour les bananes maintenant entièrement exportées vers l'Europe. Les coûts additionnels de transport représentent environ 10 pour-cent de la valeur des revenus.

Pour sa part, le Canada envisage d'accroître ses importations de viande de boeuf, dont la production au Nicaragua est encore à 65 pour-cent entre les mains de l'entreprise privée. "Une décision sera prise dans les jours qui viennent," a déclaré à ce sujet la ministre canadienne des Affaires extérieures, Mme Monique Vézina, lors de sa visite, début juin, à Managua.

Le directeur de l'INIES affirme que le président Ronald Reagan a fait une erreur de calcul en choisissant la date du 1<sup>e</sup> mai pour appliquer ses sanctions. M. Gorostiaga fonde son jugement sur le fait d'abord que les principaux produits nicaraguayens d'exportation sont d'origine agricole. "Or," dit-il, "les récoltes du présent cycle agricole avaient déjà été exportées, ce qui nous laisse une marge de manoeuvre de plusieurs mois pour trouver de nouveaux marchés. Trois mois auparavant," ajoute-il, "la crise aurait été pire."

Il n'en demeure pas moins, comme l'a reconnu le vice-président Sergio Ramirez, que "ces mesures de représailles affecteront grandement l'ensemble de l'économie du pays." L'entreprise privée, qui contrôle officiellement encore 60 pour-cent des moyens de production, sera la plus sévèrement touchée dans la mesure où elle est restée très dépendante de la technologie américaine. "C'est un coup fatal pour nous," a affirmé Humberto Sanchez, un gros producteur privé de café.

Alors que les coopératives de l'État utilisent un bon nombre de tracteurs bulgares, celles du secteur privé emploient des tracteurs John Deere. Les grands producteurs privés de coton fumigent leurs champs à l'aide d'avionnettes de fabrication américaine, tandis que les fermes étatiques comptent déjà 37 appareils polonais.

"Tout ce que l'administration (Reagan) fait, c'est affaiblir les classes moyennes encore existantes au Nicaragua," a déclaré le représentant démocrate du Michigan, M. David Bonior. Quant à Alvin Guthrie, leader d'un syndicat opposé aux sandinistes, il estime que l'embargo "est le prétexte parfait que pourra invoquer le gouvernement, l'excuse idéale pour nos problèmes économiques et de travail."